



Communiqué, Paris, le 19 juin 2024

**Halte à la criminalisation de la CCAT
et du mouvement indépendantiste Kanak**

Ce matin à Nouméa, une descente des forces de l'ordre a eu lieu dans le local de l'Union calédonienne (UC) à Magenta et les principaux responsables de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) ont été interpellés alors qu'ils se rendaient à une conférence de presse. Une perquisition a eu lieu et onze membres de la CCAT dont la plupart sont aussi des responsables politiques et syndicaux ont été placés en garde à vue sous plusieurs chefs d'inculpation très graves, relevant de la criminalité organisée, pour une durée de 96 heures (4 jours).

Alors que les tensions baissaient dans le pays et que les appels au calme n'ont cessé de se multiplier, y compris celui de l'Union calédonienne juste après les interpellations, l'État français persiste dans ses méthodes d'intimidation et son recours à la manière forte, loin de prôner la désescalade, jette à nouveau de l'huile sur les braises.

Dans le contexte électoral actuel, la criminalisation de la CCAT et les perquisitions menées dans les locaux de l'UC cherchent à discréditer le mouvement indépendantiste kanak dans son ensemble au risque d'aggraver davantage une situation très chaotique.

Nous dénonçons la brutalité de ces méthodes et ces arrestations abusives qui répondent une fois encore aux attentes des « loyalistes » les plus radicaux. Ces derniers n'ont d'ailleurs jamais été inquiétés malgré les propos haineux tenus lors de manifestations et l'appel « à foutre le bordel » lancé par Sonia Backes, la présidente de la Province Sud et ex-secrétaire d'État à la Citoyenneté sous le gouvernement Borne. De plus, plusieurs élus anti-indépendantistes n'ont jamais été interpellés bien qu'ayant été vus et reconnus comme responsables de milices pro-françaises, racistes et armées, à l'origine d'exactions sur la jeunesse kanak, à Nouméa et sa banlieue. Pour eux, l'impunité semble totale.

Nous exigeons la libération immédiate des responsables politiques kanak arrêtés ainsi que de l'ensemble des personnes interpellées, victimes de la répression depuis ces dernières semaines.

Nous exigeons la levée de toutes les poursuites visant les responsables de la CCAT, et l'ensemble du mouvement indépendantiste Kanak.

Nous appelons à une visite urgente d'une mission des Nations Unies, et une enquête indépendante pour que soient établies vérité et la justice pour les personnes assassinées et les blessées ces dernières semaines.

Solidarité avec l'ensemble du mouvement indépendantiste Kanak !

Le Collectif Solidarité Kanaky